



HAL
open science

La Boutique de sciences de Lyon : 1981-1992

Robert Joumard

► **To cite this version:**

Robert Joumard. La Boutique de sciences de Lyon : 1981-1992. Science & société, May 2011, Villeurbanne, France. hal-00916565

HAL Id: hal-00916565

<https://hal.science/hal-00916565v1>

Submitted on 10 Dec 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Boutique de sciences de Lyon : 1981-1992

Robert Joumard ¹

version provisoire du 30 mai 2011

Résumé

À partir d'une documentation réduite, on rend compte de l'évolution de la Boutique de sciences de Lyon, des la première réunion militante en juin 1981 à sa transformation en une structure de culture scientifique et technique en 1992. On décrit plus en détail l'évolution des types d'activité, qu'il s'agisse de son projet initial d'interface entre une demande sociale et les chercheurs, ou d'actions d'information scientifique et technique, voire de recherche propre. On tente d'analyser les raisons de l'échec du projet initial, entre absence de soutien politique et faiblesse de la demande sociale.

À la suite de l'alternance politique de 1981, des pratiques nouvelles et des alternatives aux schémas anciens ont pu voir le jour, notamment dans le domaine scientifique. Il en fut ainsi des Boutiques de sciences en France, inspirées de leurs homologues hollandaises plus anciennes. L'idée fut lancée à Lyon essentiellement par quelques biologistes de l'université Lyon I, déjà impliqués dans les années 1970 dans la réflexion autour du thème "Biologie et société" et du Labo-contestation.

Nous présentons ci-dessous cette expérience, à partir d'une documentation réduite dont on trouvera la liste des principaux éléments en annexe 1 : les agendas de l'auteur sur toute la période, le dossier complet du projet en juin 1982, un bulletin de 1985, 2 communiqués de presse de 1983, les bilans annuels de la Boutique de sciences de Lyon des années 1986 à 1989, les souvenirs de l'auteur, les notes de H. Cordonier de 1982 à 1986, et quelques remarques de l'initiateur du projet, P. Clément.

La première réunion de lancement a lieu le 30 juin 1981 à l'université Lyon 1 et réunit une vingtaine de militants, tous d'origine universitaire. Six réunions suivent au cours de l'année, rassemblant en moyenne 16 participants d'origine beaucoup plus diverse, travaillant essentiellement dans l'enseignement supérieur, des organismes publics de recherche ou des ministères, et couvrant à peu près toutes les disciplines. Les réunions ont lieu soit dans un haut lieu du militantisme lyonnais, le Centre d'expressions populaires ou CEP (aujourd'hui la Maison des passages au 44 rue Saint-Georges dans le Vieux-Lyon), soit chez l'un ou l'autre des participants. L'association "Pour une boutique de sciences à Lyon" est créée le 27 novembre 1981 avec pour président P. Clément, biologiste à Lyon 1. Au cours des douze premiers mois de montage du projet, on compte 17 réunions générales, réunissant en moyenne 19 participants, ainsi que des réunions pour gérer une première demande émanant d'une section syndicale d'un constructeur automobile (Pour une Boutique de sciences à Lyon, 1982²). La seconde assemblée générale eut lieu un an plus tard, le 3 décembre 1982. La Boutique de sciences de Lyon ouvre officiellement ses portes au public le 9 décembre 1983 (Boutique de sciences de Lyon, 1983). L'association change de nom en janvier 1985 pour s'appeler "Boutique de sciences" (Boutique de sciences, 1985). On trouvera en annexe 2 l'évolution de la structure.

¹ Ex directeur de recherche Ifsttar dans le domaine de l'environnement et des transports, président ou vice-président pendant 6 ans de la Boutique de sciences de Lyon. robert.joumard@laposte.net

² Les sources étudiées sont listées en annexe 1.

1. Le projet

Le projet initial est celui "d'un service public, où les acteurs sociaux, syndicats, associations, groupements, comités, mais aussi individus peuvent soumettre des problèmes concrets à des scientifiques même s'ils n'ont ni les moyens financiers, ni la connaissance préalable qui leur permettrait de savoir à quelle porte spécialisée frapper", comme indiqué en introduction du dossier de mi-1982 (Pour une Boutique de sciences à Lyon, 1982), qui poursuit : "La Boutique de Sciences se propose d'être l'interface entre les demandeurs et les scientifiques".



Logo de la Boutique de sciences de Lyon.

Notre objectif est donc d'introduire les citoyens dans les programmes de recherche des universités et instituts de recherche publics, jusque là surtout financés et orientés par le militaire, le privé et les ministères à la solde des précédents, et bien loin des préoccupations des citoyens. Nous faisons l'hypothèse qu'existe une forte demande de recherche (pluridisciplinaire) au sein des associations, sections syndicales, syndicats, et citoyens, qui n'a pas accès à la recherche institutionnelle. Cette hypothèse est loin d'être gratuite car elle repose sur l'expérience des participants et correspond à la césure existant à l'époque entre la recherche publique, décrite comme une tour d'ivoire, et ce qu'on appelle aujourd'hui science de mode ² ³, science post-normale ⁴ ou recherche sociétale ⁵, entre les préoccupations écologiques naissantes et les champs effectifs de recherche (énergie nucléaire, agriculture intensive...).

Ce projet est issu du milieu scientifique lyonnais qui avait depuis 1974 initié un réseau d'enseignants en "Science et société", créé des structures destinées à ouvrir leur monde sur l'extérieur, comme le Gsien (Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire), la Frapna (Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature), l'Aledes (Association lyonnaise pour l'étude et le développement de l'énergie solaire).

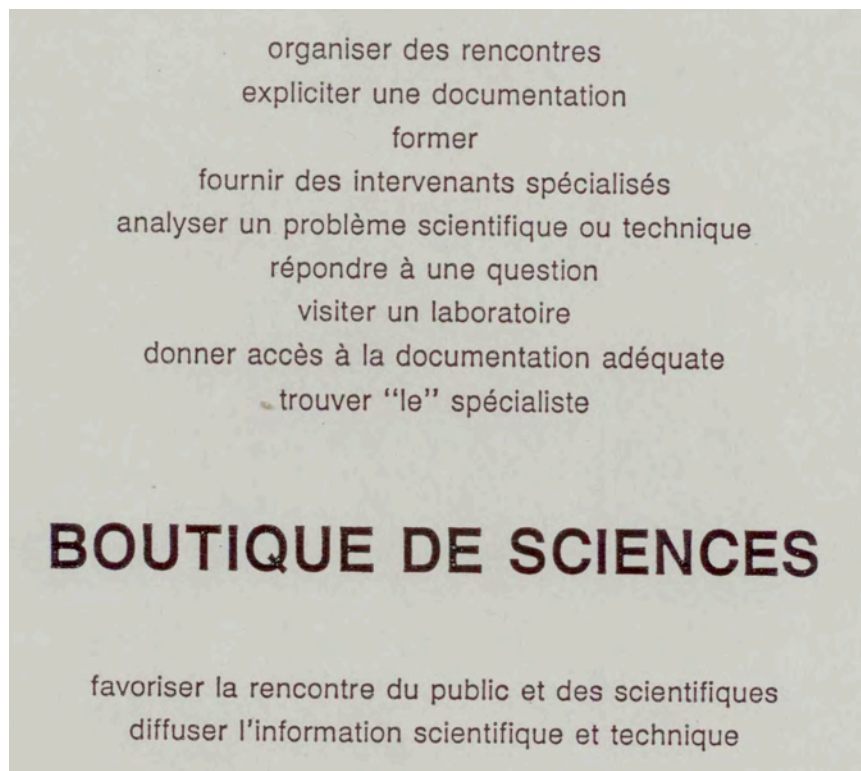
Il s'inspire des boutiques de sciences existant dans chaque ville universitaire des Pays-Bas depuis 1977, celle d'Amsterdam ayant une vingtaine de permanents en 1981. Des fondateurs du projet lyonnais avaient d'ailleurs participé à un colloque international sur les boutiques de sciences à Louvain la Neuve les 8 et 9 mai 1981.

La Boutique de sciences de Lyon, dans une étude menée en 1987 sur l'adéquation entre la demande sociale à caractère scientifique en région lyonnaise et le potentiel de recherche en Rhône-Alpes (Boutique de sciences, 1988), valide ses deux hypothèses de base :

-
- ³ - Nowotny H., Scott P. and Gibbons M., 2001. *Re-thinking Science; Knowledge and the Public in an Age of Uncertainty*. Cambridge, Polity Press.
- Gibbons M., Limoges C., Nowotny H., Schwartzman S., Scoot P. and Trow M., 1994. *The New Production of Knowledge: The Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*, London, Sage.
- ⁴ - Funtowicz S. and Ravetz J., 1991. A New Scientific Methodology for Global Environmental Issues. In R. Costanza (Ed.), *Ecological Economics. The Science and Management of Sustainability*. New York, Columbia University Press, p. 137-152.
- Luks F., 1996. Post-normal science, Dematerialisierung und die Ökonomie - Über den (wirtschafts)wissenschaftlichen Umgang mit Umweltproblemen. In: Köhn J, Welfens M.J, (eds). *Neue Ansätze in der Umweltökonomie*. Marburg, Metropolis, p. 89-108.
- ⁵ Joumard R. and Boughedaoui M., 2010. Research typology and knowledge needs for development in Africa. *African J. Sci., Techn., Innov. and Develop. (AJSTID)*, Vol. 2, No. 3, p. 186-206. <http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00587806/fr/>

- il existe une demande à caractère scientifique et technique émanant d'acteurs sociaux très divers (associations, particuliers, collectivités locales, PMI/PME...),
- cette demande n'est pas toujours prise en compte de manière satisfaisante par les structures existantes.

La Boutique de sciences a pour objectif d'être le médiateur entre la demande sociale et le monde de la recherche. Car il nous apparaît rapidement que la seule mise en contact entre les deux ne suffit pas. Une part de la demande sociale ne fait appel qu'à des connaissances existantes, qu'il faut trouver, synthétiser et présenter de manière adéquate au demandeur, sans que cela participe d'un réel travail de recherche. Ensuite et surtout, chaque demande émanant d'un acteur social doit être traduite pour correspondre aux usages du monde de la recherche et lui être ainsi accessible. Par la suite, il faut vérifier que le travail de recherche réponde bien à la demande. Il s'agit bien là d'un travail de médiation entre deux milieux qui n'ont ni les mêmes modes de pensée, ni le même langage, ni les mêmes rythmes, ni les mêmes objectifs.



*Définition d'une boutique de sciences,
 telle qu'énoncée dans les bilans annuels de la Boutique de sciences de Lyon de 1987 à 1989.*

2. Les activités

Globalement, de 1982 à 1987 (Boutique de sciences, 1988), la Boutique de sciences de Lyon reçoit 158 demandes, provenant à 52 % d'associations, à 23 % de particuliers, à 10 % de PMI, PME ou inventeurs, à 7 % de collectivités publiques et à 3 % de comités d'entreprises ou syndicats. Un premier travail consiste à en vérifier le sérieux, par le biais de quatre critères : utilité réelle pour le demandeur des résultats espérés, capacité du demandeur à utiliser le travail fourni, motivation du demandeur, et implication de celui-ci dans le traitement de la demande. Sur ces 158 demandes, 97 répondent à ces critères et 71 aboutissent. Les domaines abordés sont d'une grande diversité. Ils touchent plus particulièrement les problèmes liés à la santé (25 %), à l'environnement (14 %), à la technique (14 %), ou à la vulgarisation scientifique (14 %). Trois types principaux de demandes s'expriment :

- l'étude originale ou expertise (32 % des demandes traitées),
- la recherche d'intervenants (29 %),
- la mise en relation avec des spécialistes (21 %).

Cependant, au bout de quelques années apparaissent trois évolutions importantes qui vont modifier

fondamentalement le projet :

- D'abord une faiblesse de la demande sociale, c'est-à-dire des questions que nous posent particuliers, associations, syndicats, petits industriels : si nous traitons au début une petite dizaine de demandes par an (par exemple 7 en 1986), leur nombre tombe à 5 en 1987 (un sixième de l'activité : Boutique de sciences, 1987b), zéro ou une les deux années suivantes où l'activité liée à la demande sociale ne représente plus que 5 puis 2 % du total (Boutique de sciences, 1988 ; 1990a).
- Ensuite une réorientation opportuniste en direction de la création d'entreprises, source de financement potentiel à un moment de graves problèmes financiers (Boutique de sciences, 1985).
- Enfin un très fort développement des actions de culture scientifique et technique : expositions, conférences scientifiques, clubs scientifiques, ce qui aboutira à la création d'un Centre culturel scientifique et technique lyonnais, longtemps après Grenoble⁶. La part de ces demandes passe de 10 % en 1982-84, à 26 % en 1985, 33 % en 1986, puis 50 % en 1987. L'information scientifique et technique est identifiée comme un second objectif du projet dès 1982, à côté de l'objectif initial d'interface entre demandes sociales et scientifiques (Pour une Boutique de sciences à Lyon, 1983). Son importance croissante provient notamment de la nécessité de financer correctement la structure de la Boutique de Sciences (Boutique de sciences, 1987b), les actions de ce type trouvant plus facilement un financement.

La demande sociale est diverse comme on l'a vu. Nous en donnons ci-dessous trois exemples, qui ont fait l'objet d'une médiation scientifique de la Boutique de sciences :

- Ses adhérents se plaignant de problèmes de santé liés à leurs conditions de travail, la Fédération nationale des maîtres nageurs sauveteurs (FNMNS) nous demande de déterminer la cause des troubles (irritations des voies respiratoires et des yeux) dont ils sont victimes. Par le biais du bulletin de la FNMNS, un questionnaire est diffusé auprès du personnel de diverses piscines françaises. Une vingtaine de réponses sont obtenues, mettant en évidence le lien existant entre ces problèmes spécifiques et les piscines équipées de pompes à chaleur. À la suite de ces résultats, un texte, rédigé par un médecin du travail, est publié dans le bulletin de la FNMNS : il présente les recours légaux auxquels les maîtres nageurs sauveteurs peuvent faire appel en cas d'impasse technique (Boutique de sciences, 1988).
- Un entrepreneur en maçonnerie désire connaître les précautions auxquelles il doit éventuellement se soumettre avant de procéder à l'abattage d'une cloison plombée située derrière un appareil de radiographie. Après avoir contacté un spécialiste de radioprotection, nous indiquons à cet entrepreneur que l'opération ne pose aucun problème particulier (Boutique de sciences, 1987a).
- Le conseil municipal de Dardilly, dans la banlieue lyonnaise, s'interroge sur la nécessité de construire un nouveau groupe scolaire comprenant des classes maternelles et primaires. Pour traiter cette demande, nous sollicitons l'Observatoire économique Rhône-Alpes, ce qui permet d'observer l'évolution de la population scolaire de la commune, et d'établir une prévision à dix ans en fonction de l'évolution des terrains encore constructibles. Cela amène la mairie à ne pas programmer de nouvel investissement (Boutique de sciences, 1987a).

À côté de ces activités de médiation scientifique, les actions de culture scientifique et technique sont de plus en plus nombreuses. En voici quelques exemples :

- Les Projets d'action éducative (PAE), où nous aidons une classe de collège à obtenir de la documentation, à visiter un laboratoire..., et les parrainages de classes par un chercheur (Boutique de sciences, 1987a), qui sont intégrés aujourd'hui aux Fêtes de la science,
- les exposciences ou rendez-vous des sciences et de la jeunesse, organisées au niveau départemental, régional... jusqu'à mondial. Elles donnent l'occasion à des classes, des clubs de jeunes, des associations de présenter au public leur réalisation, tandis que des scientifiques

⁶ D. Guinet, 2011. Lyon 1 : de la Boutique des sciences au CCSTI. Colloque Science & société, 27 mai 2011, Villeurbanne.

professionnels présentent leurs approches (laboratoires publics et privés) (Boutique de sciences, 1989 ; 1990b),

- les ateliers scientifiques, ou clubs scientifiques, dans des MJC par exemple (Boutique de sciences, 1989),
- la mise au point d'expositions à caractère scientifique, sur les plastiques, sur l'eau..., et de conférences scientifiques,
- la mise en place en 1988 d'un serveur télématique (Interrosiences) sur le site de Radio France qui répond dans les 48 heures à toute question du public (plus de 100 par mois) et propose 4 dossiers scientifiques par mois. Ce service est géré par la Boutique de Lyon, avec le concours de ses homologues de Bordeaux, Lorraine, Rennes et Strasbourg. Il représente en 1989 56 % de l'activité (Boutique de sciences, 1989 ; 1990a ; 1990b).



Plaquette du service Interrosiences de Radio France géré par 5 Boutiques de sciences.

La Boutique de sciences, devenant spécialiste de la médiation et de l'animation scientifique, mène enfin des recherches propres dans ce champ, par exemple en évaluant l'adéquation entre la demande sociale à caractère scientifique en région lyonnaise et le potentiel de recherche en Rhône-Alpes (Boutique de sciences, 1988), ou en mettant au point un guide d'évaluation des animations scientifiques en milieu associatif (Boutique de sciences, 1989). Cette activité est importante, correspondant par exemple à la moitié de l'activité de l'année 1987 (Boutique de sciences, 1987b).

3. L'environnement institutionnel

La Boutique de sciences de Lyon a toujours eu le statut d'association 1901, avec des adhérents, une assemblée générale annuelle, un président, un conseil d'administration, un bureau. Ses adhérents étant tous salariés, généralement dans la fonction publique, ne peuvent s'investir que bénévolement dans son fonctionnement et avec peu de disponibilité en temps. En effet, malgré nos efforts, nous n'obtenons jamais que l'un d'entre nous soit détaché au moins partiellement à la Boutique de sciences. Pour fonctionner correctement, nous faisons donc appel à des pseudo-salariés ou salariés précaires, objecteurs de conscience et autres contrats aidés, qui ont réellement fait tourner la boutique, les adhérents ne jouant qu'un rôle d'orientation. Nous compterons jusqu'à 5 pseudo-salariés. On trouvera en annexe 2 l'évolution du bureau et des salariés.

Si les militants lyonnais sont les pionniers en France pour lancer une Boutique de sciences (à quelques semaines près...), force est de constater que le milieu institutionnel lyonnais reste très traditionnel et sourd à la nécessité pour la recherche de répondre à une demande sociale, aucune alternance politique n'ayant apporté un souffle d'air frais. Cela est le cas à l'époque de la ville de Lyon, du Conseil général du Rhône, de la région Rhône-Alpes, mais aussi des universités et centres de recherche lyonnais (Pour une Boutique de sciences à Lyon, 1983). La Boutique de sciences est tenue à bout de bras par des militants et salariés précaires pendant plusieurs années et n'atteint son équilibre financier qu'en 1986. Elle sera cependant fortement soutenue par la ville de Villeurbanne, qui lui fournit notamment ses locaux. Ses autres sources

de financement sont essentiellement nationales, par le biais de différents ministères (Culture, Recherche et industrie, Education nationale, Environnement).

La Boutique de sciences de Lyon a eu des contacts suivis avec les autres boutiques françaises, notamment au sein d'un réseau national, qui se réunit pour la première fois les 20 et 21 mars 1982, et se transforme en une Fédération nationale des boutiques de sciences et associés, qui se réunit dès les 25-27 juin 1982 à Lyon et Chassigny sous Dun, puis les 22-24 juin 1984 au mêmes endroits, à Paris le 20 septembre de la même année, à Grenoble les 18-19 janvier 1985, à Lyon les 13 et 14 janvier 1989. Cette fédération réunit les Boutiques de sciences de Lyon, Grenoble, Paris-Jussieu, Seine-Saint-Denis, Marseille, Lille, Strasbourg, Orsay Paris Sud, Poitiers, Rennes, Toulouse, Lorraine, Clermont-Ferrand, Mulhouse notamment. D. Guinet préside cette fédération au moins en 1987 (Boutique de sciences, 1987b). J. Stewart en parlera plus longuement⁷. La Boutique de Lyon a eu des relations privilégiées avec celle de Grenoble avec une réunion commune dès le 11 octobre 1983. Elle a eu de manière plus épisodique des contacts avec ses homologues étrangères, au cours d'un colloque en mai 1981, puis lors d'une réunion avec des Hollandais le 8 janvier 1982.

La Boutique de sciences de Lyon eu une activité soutenue jusqu'en 1990, puis se fondit avec le Club d'astronomie de Lyon Ampère en un Espace culturel lyonnais d'animation technologique et scientifique (ECLATS) qui se transforma par la suite en un Centre de culture scientifique, technique et industrielle au sein de l'université Lyon 1⁶. Sa dernière assemblée générale eu lieu le 8 février 1992, après onze ans d'activités militantes et professionnelles qui ont tenté de mettre la recherche eu service de pans entiers de la société qui n'y avaient pas accès.

4. Conclusion

La Boutique de sciences de Lyon fut donc pour l'essentiel l'échec du projet initial, qui était d'être l'interface nécessaire entre des demandes d'étude ou de recherche issues du mouvement social, et la recherche publique. Cet échec peut avoir quatre raisons, non exclusives :

- L'absence de la demande sociale (de la part des associations, syndicats, PME, particuliers...). L'expérience des participants à l'expérience lyonnaise, tous impliqués dans le mouvement social et souvent professionnels de la recherche, va à l'encontre de cette première raison invoquée, ainsi que l'étude menée sur ce sujet par la Boutique elle-même.
- La deuxième raison possible est la capacité des demandeurs à répondre en interne à cette demande. Elle apparaît assez plausible, ou tout au moins de plus en plus plausible. Nous sommes passés au cours des années 1980-90 d'une situation où les militants n'avaient guère d'approche technique, peut-être par manque de compétences, à une situation où certains militants ont de fortes compétences techniques (dues souvent à une expérience professionnelle passée), certaines grandes organisations du mouvement social ayant même développé des services d'étude et de recherche. Ayant été personnellement partie prenante des débats dans le domaine de l'environnement et des transports, en tant que chercheur, voire en tant que militant associatif, cette évolution nous est apparue très nettement.
- Ensuite, il se peut que la recherche publique se soit ouverte aux questionnements citoyens. La contestation de la tour d'ivoire de la "science" et de la technoscience, qui est largement analysée dans ce colloque, a eu son effet. Les Boutiques de sciences ont participé à ce mouvement et ont sans aucun doute favorisé cette ouverture. Celle-ci s'est traduite notamment par la participation de quelques militants associatifs dans les conseils d'administration d'établissements publics à caractère scientifique, voire plus récemment par les Partenariats institutions citoyens (Picri), ou les conférences de citoyens, entre autres.
- Enfin, une autre raison possible est l'incapacité de la Boutique de sciences à traiter correctement les demandes sociales. Cette raison est très plausible au vu de l'absence de financement de cette activité,

⁷ J. Stewart, 2011. Le réseau de Boutiques de sciences et France : 1981-1985. Colloque Science & société, 27 mai 2011, Villeurbanne.

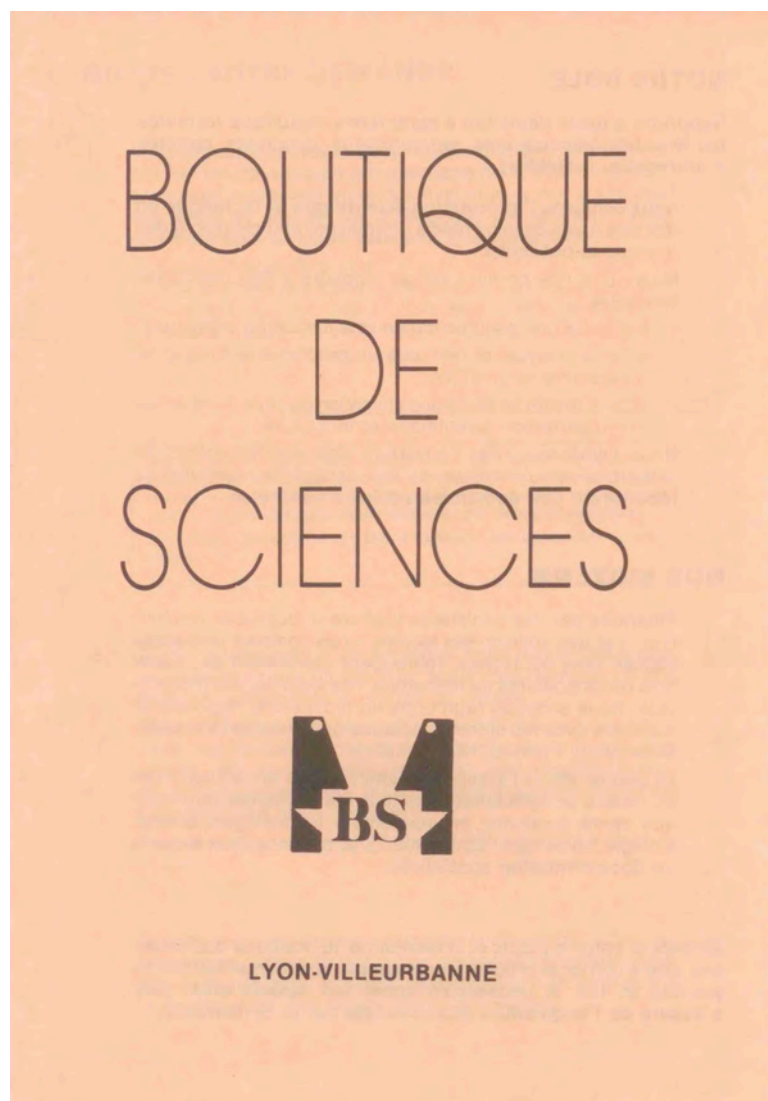
qui a poussé les responsables de la Boutique de Lyon à s'orienter vers d'autres activités, mieux financées, comme l'information scientifique et technique ou les recherches propres. Nous n'avons en effet guère eu de soutien matériel pour assurer ce service public, la seule exception, importante, étant la municipalité de Villeurbanne. Il n'y avait guère à l'époque en France de culture de démocratie participative qui justifie le rôle des citoyens dans les choix apparemment techniques ou scientifiques.

Aucune des trois dernières raisons n'explique sans doute à elle seule l'évolution de la Boutique de sciences de Lyon, non prévue par ses fondateurs. La réalité est sans doute la conjonction de tous ces facteurs.

L'expérience de la Boutique de science de Lyon a finalement eu pour effet de favoriser l'émergence d'une politique de culture scientifique et technique au niveau local. C'est un effet marginal de notre expérience qu'il ne faut pas oublier, dans une région lyonnaise très en retard sur ce plan.

Ce survol rapide de l'expérience de la Boutique de sciences de Lyon mériterait d'être complété, car nous n'avons eu accès qu'à une documentation limitée. L'étude des bilans annuels en termes de finance et de personnel serait une source complémentaire utile, car nous n'y avons eu qu'un accès très partiel. Les archives privées des participants, comme publiques, permettraient de consolider l'analyse que nous avons présentée ici. Le colloque Sciences et société permettra sans doute de faire un pas dans cette direction.

Remerciements : nous remercions Hélène Cordonier pour nous avoir donné accès à ses archives et Pierre Clément pour ses commentaires.



Page de titre de la plaquette de la Boutique de sciences de Lyon de format A5.

Annexe 1 : principaux documents consultés

Pour une Boutique de sciences à Lyon, 1982. Pour une Boutique de sciences à Lyon. Villeurbanne, juin 1982, 66 p.

Pour une Boutique de sciences à Lyon, 1983. Invitation au Club de la presse. Villeurbanne, 7 janvier 1983, 2 p.

Boutique de sciences de Lyon, 1983. Boutique de sciences de Lyon : le coup d'envoi. Communiqué de presse, Villeurbanne, 29 nov. 1983, 9 p.

Boutique de sciences, non daté. Plaquette de présentation, Villeurbanne, 4 p.

Boutique de sciences, 1985. Bulletin n°6, Villeurbanne, juin 1985, 14 p.

Boutique de sciences, 1987a. Bilan d'activité 1986. Bulletin n°9, Villeurbanne, avril 1987, 20 p.

Boutique de sciences, 1987b. Bilan d'activité 1987. Document interne, Villeurbanne, décembre 1987, 3 p.

Boutique de sciences, 1988. Bilan d'activité 1987. Bulletin n°10, Villeurbanne, 26 p.

Boutique de sciences, 1989. Bilan d'activité 1988. Bulletin n°11, Villeurbanne, 27 p.

Boutique de sciences, 1990a. Bilan d'activités 1989 de la boutique de sciences. Document interne, Villeurbanne, janvier 1990, 13 p.

Boutique de sciences, 1990b. Bilan d'activité 1989. Bulletin n°12, Villeurbanne, 21 p.

Annexe 2 : bureau, salariés et budget de la Boutique de sciences de Lyon

	<i>date AG</i> président	vice-président(s)	trésorier	secrétaire	directeur	autre(s) salarié(s)	bud get (kF)
1982	<i>27 nov. 1981</i> P. Clément (biologie, Lyon 1)		J. Laithier (économie, INSEE)	Y. Delorme (agronomi e, ISARA)			
1983	<i>3 déc. 1982</i> R. Joumard (envir ^t , IRT)	- P. Clément (biologie, Lyon 1) - H. Cordonier (biologie, Lyon 1) - J. Grea (physique, Lyon 1)	J. Laithier (économie, INSEE)	D. Guinet (physique)	B. Roux (obj. consc., math.)		?
1984	<i>23 jan. 1984</i> R. Joumard (envir ^t , IRT)	?	?	?	- A. Luciani (50%) (biologie) - B. Roux (obj. consc., math.)		?
1985	<i>29 jan. 1985</i> D. Guinet (physique, CNRS)	- H. Cordonier (biologie, Lyon 1) - J. Grea (physique, Lyon 1) - R. Joumard (envir ^t , IRT)	B. Roux (maths)	S. Valignat (Lyon 1)	D. Scarenzi (?%) (géologie)	1 (15%)	?
1986	<i>27 jan. 1986</i> D. Guinet (physique, CNRS)	?	?	?	?	?	?
1987	<i>12 jan. 1987</i> R. Joumard (envir ^t , INRETS)	- J. Gréa (physique, Lyon 1) - H. Cordonier (biologie, Lyon 1)	D. Guinet (physique, CNRS) (et président de la FNBSA)	S. Valignat (Lyon 1)	D. Scarenzi (50%) (géologie)	1 obj. consc. (80 %), 1 TUC (40%)	?
1988	<i>11 jan. 1988</i> R. Joumard (envir ^t , INRETS)	- J. Gréa (physique, Lyon 1) - H. Cordonier (biologie, Lyon 1)	D. Guinet (physique, CNRS)	S. Valignat (Lyon 1)	D. Scarenzi (?%) (géologie)	3	372

1989	<i>26 jan. 1989</i> R. Joumard ? (envir ^t , INRETS)	?	?	?	D. Scarenzi (100%) (géologie)	1 ethnolog ue (20%) 2 obj. consc. (2x75%) 1 TUC (35%)	323
1990	<i>15 jan. 1990</i>	?	?	?	?	?	?
1991	<i>15 jan. 1991</i>	?	?	?	?	?	?
1992	<i>8 fév. 1992</i>	?	?	?	?	?	?